

*Pour information — document sans caractère officiel***EMBARGO:****1<sup>er</sup> mars 2006****00:01 heure (GMT)**

## **EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF, IL FAUT SELON L'ORGANE ADOPTER UNE DÉMARCHE PLUS GLOBALE POUR PARVENIR AUX EFFETS ESCOMPTÉS**

**Améliorer l'accès aux marchés pour les cultures légitimes, reconnaître l'importance de la sécurité et de la bonne gouvernance dans les zones touchées et introduire également des moyens de subsistance différents en milieu urbain**

Comme l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) l'affirme dans le premier chapitre de son rapport annuel publié ce jour (1<sup>er</sup> mars 2006), la méthode du développement alternatif doit être reconfigurée pour agir en tant que stratégie de contrôle international des drogues. L'Organe constate que les démarches suivies auparavant dans ce domaine présentent des insuffisances notables et que la notion même de développement alternatif doit être élargie pour produire des résultats durables à grande échelle.

Même si, dans certains cas, le développement alternatif a contribué à réduire les superficies consacrées aux cultures illicites de plantes servant à la production de drogues, l'approche adoptée jusqu'ici présente des faiblesses sur lesquelles l'Organe met l'accent. De fait, l'approche classique privilégie la substitution de cultures au détriment d'une conception plus large des moyens de subsistance légitimes, se concentre sur des projets isolés plutôt que sur l'ensemble de l'économie du pays, ne prend pas en considération les termes de l'échange au niveau international et néglige les zones urbaines et le problème de la toxicomanie.

Pendant longtemps, le développement alternatif s'est fondé presque entièrement sur des cultures de substitution. Une telle approche, "de nature mécanique et quelque peu étroite" d'après M. Hamid Ghodse, Président de l'OICS, ne produit pas les effets escomptés. "Un concept véritablement global de développement alternatif" devrait prévoir non seulement des cultures de substitution, mais inclure aussi le développement des transports et de l'infrastructure, l'éducation, des services de santé, la sécurité, la stabilité et la bonne gouvernance, a-t-il ajouté.

Le développement alternatif a été essentiellement mis en œuvre dans le cadre de projets individuels de développement rural dans des zones isolées et ne peut avoir un impact à plus grande échelle sur le contrôle des drogues, constate l'OICS. Il faut donc aller au-delà de l'approche projet par projet et considérer cette notion comme une question transversale, intéressant de multiples acteurs aux niveaux local, national et international.

L'OICS souligne que la viabilité à long terme des moyens de subsistance légitimes doit être prise en considération, compte tenu notamment des tarifs douaniers et des termes de l'échange internationaux. Les États Membres doivent définir leurs politiques commerciales tant nationales qu'internationales dans l'optique d'une amélioration de l'accès aux marchés pour les produits issus de programmes de développement alternatif.

L'Organe fait également observer que le problème mondial du trafic de drogues nécessite une riposte à l'échelle mondiale. Les pays ne peuvent plus se permettre de s'intéresser uniquement aux toxicomanes vivant sur le territoire national. Si la demande influe sur l'offre, elle a donc des répercussions sur la



*Pour information — document sans caractère officiel*

**EMBARGO:**

**1<sup>er</sup> mars 2006**

**00:01 heure (GMT)**

production de drogues aux niveaux national et international. Les consommateurs de drogues illicites vivent souvent en marge de la société, dans les taudis des grandes agglomérations. Les membres des communautés marginalisées des zones urbaines peuvent aussi être contraints de se livrer au trafic de drogues par des bandes organisées s'adonnant à la violence. En pareil cas, des politiques bien définies s'avèrent nécessaires pour créer des possibilités de revenu légitimes et contribuer à réduire les problèmes de drogues.

La question des autres modes de subsistance légitimes à prévoir nécessite un appui dans les zones tant rurales qu'urbaines où sévit la toxicomanie et n'intéresse pas uniquement les régions où sont cultivées les plantes servant à la production de drogues illicites.

L'OICS met également l'accent sur la nécessité de fournir un appui international aux gouvernements dans la mise en place de conditions propices à la stabilité politique, à la sécurité et à la bonne gouvernance dans les zones de cultures illicites, souvent en proie à divers types de conflit et à l'insécurité. Il arrive que les populations vivant dans ces régions n'aient guère d'autre expérience directe de l'État que leurs contacts avec les forces militaires et les services de répression. Si les pouvoirs publics ne peuvent établir leur autorité et offrir un cadre de vie suffisamment sûr, le développement alternatif n'a aucune chance d'être efficace. Les services de maintien de l'ordre doivent être sensibles aux conditions de vie des cultivateurs et axer leurs efforts sur le trafic de drogues, les organisations criminelles et leurs réseaux armés.

Vu la complexité de la situation mondiale en matière de drogues, l'Organe considère que les objectifs tant de contrôle des drogues que de développement durable doivent être envisagés dans une optique à plus long terme.